

25ème Journée du Livre politique – 12 mars 2016

Discours d'Elisabeth Guigou,

Présidente de la Commission des Affaires étrangères

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs,

C'est un grand privilège que de faire l'éloge de François Mitterrand. En ces temps difficiles pour une Union européenne menacée de désintégration, et aussi parce que je n'ai que 5 minutes, j'ai choisi de rendre hommage au grand « Européen de France » qu'était le Président Mitterrand.

À ses côtés, j'ai compris que l'Europe n'allait pas de soi, qu'elle ne pouvait exister que par la volonté des dirigeants et l'adhésion des citoyens.

Avant de côtoyer Jacques Delors et François Mitterrand, comme beaucoup d'Européens, je me suis sentie loin de l'Europe politique. J'ai ignoré ses institutions, moqué ses tâtonnements, détesté son jargon. La paix me paraissait naturelle, la liberté et les droits aussi. Je ne ressentais d'autre besoin d'Europe que celui de la culture et de l'espace de vie. Je dois ma conscience politique européenne à François Mitterrand, dont on célèbre cette année le vingtième anniversaire de la disparition, et le centième de la naissance.

Evidemment, chacun ici se souvient des multiples talents de François Mitterrand : de sa grande culture, en particulier littéraire ; de sa connaissance de l'histoire de France, de l'Europe et du monde ; de l'intensité de son engagement politique (jeune ministre de la IV^e République, il a ensuite assumé 23 années d'opposition avant d'effectuer deux septennats, en étant mieux élu la seconde fois que la première) ; de l'acuité de ses jugements et de sa capacité, commune aux grands hommes d'Etat, de savoir conjuguer l'habileté tactique et la stratégie visionnaire.

Dans le temps qui m'est imparti, j'évoquerai deux dates emblématiques et, bien sûr, l'exceptionnelle relation qu'il a construite avec le Chancelier Helmut Kohl.

∞∞∞∞

La première de ces dates est celle du fameux Conseil européen de Fontainebleau des 25-26 juin 1984, qui a marqué la fin du contentieux avec le Royaume-Uni de Margaret Thatcher et des 16 autres contentieux qui empoisonnaient la vie de la Communauté européenne et l'avait plongée, depuis 5 ans, dans une crise profonde. Dès le début de la présidence française du Conseil européen en janvier 1984, le Président Mitterrand avait annoncé à Roland Dumas et à ses collaborateurs : « Nous allons désembourber l'Europe ».

Grâce à la solidité de l'entente Kohl-Mitterrand, Ce Conseil a abouti à un compromis équilibré sur la question du chèque britannique. Mais il fut aussi le Conseil de la relance de l'Europe. Il faut se rendre compte de l'importance des décisions prises : la confirmation des programmes de recherche européens (en particulier Esprit) destinés à assurer l'autonomie industrielle de l'Europe ; la commande d'un rapport sur l'Europe des citoyens (Adonnino) qui devait aboutir notamment à la création du programme Erasmus et du passeport européen. Il entérina aussi la fixation d'une date-butoir pour l'achèvement des négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Le Président Mitterrand y tenait beaucoup. Pas seulement en raison de son amitié, de longue date, avec Mário Soares et Felipe González, mais aussi parce qu'il considérait que c'était l'intérêt de la France de rééquilibrer l'Europe au Sud. Fontainebleau fut aussi décisif parce qu'il scella l'accord entre Kohl et Mitterrand pour nommer Jacques Delors comme président de la Commission à partir de janvier 1985.

Le succès de Fontainebleau marqua la relance du projet européen sur les propositions de Jacques Delors : négociation (juillet 85) et conclusion (décembre 85) de l'Acte unique ; achèvement du Marché unique en 1992.

Ce Conseil européen montre qu'il ne faut jamais désespérer de la plus grave des crises. À condition, évidemment,

que la volonté politique soit là pour en sortir, et que le moteur franco-allemand fonctionne.

∞∞∞∞

La seconde date est celle du Conseil européen de Strasbourg qui clôt la deuxième présidence de la Communauté européenne du Président Mitterrand. Ce dernier avait compris, et donc décidé, que c'était seulement sous présidence française que l'on pouvait faire un pas décisif vers la création de la Monnaie unique. Un projet, je le rappelle, qui était en germe depuis les années 1970 (rapport Werner). Après la création du Système monétaire européen en 1979, le dernier pas, le plus difficile, celui de la création d'une véritable Union monétaire, restait à franchir.

Sitôt brillamment réélu, le Président obtint d'Helmut Kohl la promesse de faire la monnaie unique. Le rapport Delors, remis au Conseil européen de Madrid en juin 1989, traçait la feuille de route. Des travaux préparatoires complémentaires furent alors réclamés par l'Allemagne (dans l'espoir de gagner du temps et d'enjamber la présidence française car le chancelier Kohl se heurtait à une opposition virulente et vocale de la Bundesbank et de son ministre des Finances, Theo Waigel, leader de la CSU. Ces compléments au rapport Delors n'étaient pas vraiment nécessaires sur le fond mais François Mitterrand décida de les faire réaliser pour faciliter l'accord de l'Allemagne.

Sur proposition de Pierre Bérégovoy, ministre des Finances, et de Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, le Président me confia la présidence d'un groupe de travail qui réunit (pour la première et la dernière fois à ce jour de l'histoire de l'Union européenne) les directeurs des ministères des Finances et des Affaires étrangères des Etats-membres (pour la France : Jean-Claude Trichet et Pierre de Boissieu). Le rapport de ce groupe, qui complétait le rapport Delors sur l'Union monétaire en précisant les objectifs de l'Union économique, fut adopté par le Conseil en novembre 1989. Le 8 décembre à Strasbourg, François Mitterrand pu ainsi proposer un calendrier de réunion de la conférence intergouvernementale chargée de négocier le futur traité d'Union économique et monétaire. Celle-ci débuta à Rome un an après, en décembre 1990, et s'acheva à Maastricht en décembre 1991.

Avec l'appui inestimable de Jacques Delors et du Chancelier Kohl, l'UE franchissait une étape spectaculaire en gestation depuis plus de 20 ans.

Kohl formula cependant le vœu que, parallèlement à la première, soit convoquée une conférence intergouvernementale sur l'Union politique. Ces deux conférences se réunirent durant l'année 1991 et aboutirent au traité de Maastricht. C'est d'ailleurs à Maastricht que François Mitterrand, à la surprise générale, demanda et obtint qu'une date butoir (1999) soit décidée pour

réaliser la monnaie unique. Sans cet engagement inscrit dans le traité, je suis convaincue que la Monnaie unique n'aurait pas été réalisée.

∞∞∞∞

L'engagement profond de François Mitterrand pour l'Europe était fait à la fois de passion et de raison.

François Mitterrand fut un ardent patriote, de ceux qui entretiennent un lien charnel à la France, avec une conscience aigüe du poids des histoires nationales. Mais jamais il ne fut un nationaliste, lui qui naquit durant la Première et participa à la Seconde. Je me souviens avec émotion de son dernier discours devant le Parlement européen en janvier 1995 conclu par ces mots « mesdames et messieurs : le nationalisme, c'est la guerre », et qui souleva l'ensemble du Parlement dans une ovation de dix minutes. Il a toujours pensé, comme il l'a résumé dans une formule, que « *la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir* ».

La guerre : il l'évoquait systématiquement au début de ses entretiens avec le Chancelier Kohl. Et il y en avait plusieurs par an. Il rappelait que la France avait fait la guerre, à tour de rôle, à tous les pays de l'Union – sauf le Danemark.

C'est de son expérience vécue, celle du déchirement meurtrier du continent, qu'il tirait la force de sa conviction européenne. Il évoquait souvent avec émotion que, jeune député de la IV République, il était présent au Congrès de la Haye en mai 1948.

François Mitterrand a agi avec constance et en prenant les risques politiques nécessaires pour l'Europe. Cet engagement a dominé son second septennat, ce que beaucoup de ses adversaires, à gauche surtout, lui ont reproché.

C'est l'étroite entente entre Mitterrand, Delors et Kohl qui a permis d'avancer, à la fois sur une vision partagée mais aussi sur une gestion concertée des difficultés au jour le jour.

L'amitié avec le Chancelier a été exceptionnelle et surprenante tant leurs personnalités étaient différentes. Mais ils furent unis par la volonté d'éliminer pour toujours la guerre, entre la France et l'Allemagne et sur le continent européen. J'ajoute qu'ils éprouaient une vive estime réciproque pour leurs talents politiques. Elle s'est consolidée au fur à et mesure de gestes importants. Le premier fut celui du Président Mitterrand au Bundestag, qui soutint le 20 janvier 1983 les positions de Kohl en pleine crise des Euromissiles. Je pense aussi au soutien du Chancelier lors de la dévaluation du franc en mars 1983 couplée à la décision de François Mitterrand de se maintenir le Système

monétaire européen. Cette entente historique, parce que décisive pour la construction européenne, fut consacrée par une image qui fit le tour du monde : la célèbre poignée de main à Douaumont, près de Verdun, en septembre 1984 ; et encore consolidée lorsqu'à l'été 1989 François Mitterrand déclara que l'unification de l'Allemagne était un droit pour le peuple allemand.

J'espère que ce bref rappel inspirera d'autres sursauts européens. Nous avons besoin, aujourd'hui que l'europhobie prospère et que l'Europe est embourbée, de renouer avec la force de l'esprit européen de François Mitterrand.

Je vous remercie.